

LE PLÉBISCITE...

Décidément, il ne faut rien sacraliser (ni diaboliser!), le «*suffrage universel*» auquel certains de nos camarades vouent un culte quasi religieux, n'est finalement qu'un moyen qui ne vaut que par l'usage qu'on en fait.

Et, même si cela doit choquer certains copains, Adolf Hitler et Joseph Staline, pour ne citer qu'eux, l'avaient parfaitement compris et ont su largement (et efficacement) l'utiliser!

Personnellement, je m'honore de ne pas avoir participé à la mascarade présidentielle, ni au premier, ni au second tour et, ce n'est pas le déferlement totalitaire auquel ce dernier a donné lieu qui me persuadera d'avoir eu tort.

Les jeunes imbéciles (et les moins jeunes) qui prétendaient «*avoir honte d'être français*» ne faisaient qu'adhérer à un concept typiquement totalitaire:

La responsabilité collective qui sert de justification à tous les crimes et génocides dont les peuples sont victimes.

Quant à ceux qui confondent Jean Marie LE PEN et son «*Front National*» (1) avec Hitler et les nationaux-socialistes ne font que prouver qu'ils n'ont rien compris au cinéma!, ne serait-ce que parce que les «*nationaux-socialistes*» allemands, à l'instar des Déat et autres Doriot en France ne se définissaient pas comme étant «*d'extrême droite*» ni même de «*droite*», mais, bel et bien de «*gauche*».

Cela étant, ce n'est pas la première fois qu'on nous fait le coup de la «*menace fasciste*» pour nous entraîner dans une sorte d'union sacrée derrière un sauveur suprême... Rappelons-nous l'OAS qui rassemblait les partisans de «*l'Algérie française*» qualifiés eux-aussi de «*fascistes*».

Quoiqu'il en soit, il faut bien nous rendre à l'évidence, la race des «*moutons de Panurge*» demeure bien vivante et les 82% d'électeurs qui ont cru «*sauver la République*» en votant Chirac, n'ont fait, parfois à leur corps défendant, que plébisciter les institutions européennes qui, elles, sont effectivement et authentiquement d'essence totalitaire!

Mais aujourd'hui, comme hier, «*les faits sont têtus*».

Les lampions éteints, nous verrons ce que valent les promesses électorales confrontées aux dures réalités de la «*nouvelle Europe*».

Face au développement de la lutte des classes, «*l'union sacrée*» a nécessairement ses limites. On peut être assuré qu'en dépit des efforts des subsidiaires de Bruxelles, il n'y aura pas de consensus. Alors quelles perspectives pour les totalitaires de Bruxelles et leurs collaborateurs... le recours à la répression?

Alexandre HÉBERT.

(1) inventé pendant la dernière guerre par les staliniens et dont le mot d'ordre était: «*France d'Abord*»!!!

A BESANCON: CRIME DE «REFUS D'OBÉISSANCE»...

Notre camarade Laurence STRIBY, Institutrice à l'école «*Ile de France*» de Besançon est l'objet d'une campagne de dénigrement au motif de «*refus d'obéissance*». Comme on pourra le constater à la lecture du dossier que nous publions, l'exemple de notre camarade illustre le véritable caractère de la pseudo «*démocratie de participation*» opposée à la «*démocratie de délégation*».

Son combat est celui de la démocratie, il mérite d'être soutenu.

L'A.S.

PETITS INGRÉDIENTS

Depuis de nombreux mois, nous insistons sur la subsidiarité, émanation du principe biblique appliqué à l'Europe de Maastricht. Cette subsidiarité (Dieu ordonne, les apôtres appliquent «*comme ils l'entendent*» la parole de Dieu d'origine vaticane), empêche toute véritable négociation. Seules les tables rondes, les organismes de gestion, les conseils d'administration imposent la gestion des décisions prises au «*plus haut niveau*».

La lutte de classe n'en est pas pour autant bloquée. L'exploitation étant une réalité, les oppositions entre classes sociales existent. Elles s'expriment à travers les grèves, manifestations, demandes de négociations... Cependant, le réformisme, tendance de la classe ouvrière (obtenir par le moindre coût l'amélioration de ses conditions de vie) trouve ses limites devant Maastricht. Le retour à l'État-Nation, à la défense de la démocratie revient à l'ordre du jour.

Les comités anti-Maastricht ont montré la possibilité de résistance à l'Europe. Aujourd'hui des maires, des citoyens, des gaziers... appellent à la défense des communes, appellent à la défense des services publics, contre l'ouverture des marchés publics à la concurrence. Au cours d'un meeting du P.T., l'orateur a montré que la mise en concurrence du public avec le privé amenait obligatoirement à la fin du monopole. Ce monopole permet justement d'opérer l'équation entre zones rentables et non rentables. En effet, quelle entreprise privée peut garantir au même coût une ligne électrique pour un hameau ou pour une cité? ...

Il est clair que le privé s'occupera du rentable et le public des zones «*non rentables*». Le citoyen en pâtira. C'est pourquoi nous développerons ces comités sur la base d'un pôle de résistance démocratique contre Maastricht.

De façon identique, nous développerons la riposte laïque contre l'Europe chrétienne qui se met en place, contre les langues régionales facteurs de division (voir appel des UD-FO de l'Ouest contre les écoles *Diwan* et la séparation des cours de récréation par des barrières entre bretonnants et français).

Saluons la venue de Christian Eyschen, Secrétaire National de la *Libre Pensée*, à Besançon et à Vesoul les 11 et 12 mai 2002, lors d'une conférence ayant pour but de préparer la défense de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905. Refuser le religieux dans la république est un élément fondamental de la démocratie.

Les combats politiques, philosophiques et syndicaux s'inscrivent au quotidien dans notre démarche d'anarcho-syndicalistes.

Contre la démocratie, il y a tous les subsidiaires, les tenants de l'intégration syndicale... Nous illustrerons ces popos contre la campagne menée contre notre camarade L. STRIBY. Quel est son tort?

- De tenir un panneau syndical en salle des maîtres (institutrice);
- De défendre les emplois-jeunes contre les abus de pouvoir de «*petits chefs*», négriers (directeur d'école, principal de collègue...);
- De défendre ses collègues contre les pressions extérieures (plaintes juridiques contre enseignants);
- D'avoir inscrit, Il y a trois ans «*Liberté, Égalité, Fraternité*» sur la porte de sa salle de classe;
- De se battre pour instruire les élèves et non pour animer;
- De refuser d'envoyer les élèves surveiller la cour des petits avec un brassard;
- De refuser d'envoyer des «*délégués*» de classe (en primaire) au «*conseil de vie scolaire*» pour juger et sanctionner un autre élève (en sachant que la vie privée des parents est étalée devant les enfants!);
- De ne pas se soumettre.

La liberté pédagogique de l'enseignant est garante de son indépendance, sans quoi l'instruction est au service d'un pouvoir et d'une idéologie.

Le Directeur d'école - palmes académiques obligent - s'arroge les pouvoirs d'un directeur de conscience. (Il est fan de Claudel et obtient des autorisations d'absences pour des représentations théâtrales: «*Annonce à Marie*» et «*La vie de Jésus*»). Il organise des chorales et fait chanter les élèves à l'église sur l'Europe. C'est un représentant syndical du SE- anciennement FEN, qui a rejoint l'UNSA.

Après des courriers à l'Inspection Académique contre notre camarade, il obtient le soutien d'un syndicat-SGEN (cf copie) et finit par publier une lettre ouverte contre notre camarade.

Derrière ces assauts personnels se cachent les attaques syndicales et politiques de vingt ans de «*socialisme*» senteur gauche plurielle.

Les ingrédients du totalitarisme sont là:

- une politique européenne contre l'Instruction;
- un ministère qui applique (réformes: Loi d'orientation de Jospin de 1989, Charte d'Allègre et plan Lang);
- un syndicat gestionnaire qui intervient contre une école et ses salariés;
- un directeur qui, le cœur sur la main, met en place le corporatisme au nom de la *Communauté scolaire*.

Les textes et documents qui suivent donnent la preuve de cette réalité. Ce n'est que la triste réalité.

Bien évidemment, nous ferons tout pour soutenir notre collègue dans ses droits.

René MICHOUlier.

LE DOSSIER

1^{er} février 2002: RAPPEL A L'ORDRE DU COMMISSAIRE POLITIQUE

*De Christine Aubrun, représentante du SGEN sur le quartier de Planoise
A Patrice MOUTON, Directeur d'École Ile de France Besançon*

Une rumeur prête à quelques collègues sur notre quartier certaines libertés concernant l'obligation de service et commencent à questionner sérieusement les ceux qui remplissent normalement leurs fonctions d'enseignants en ZEP. Nous ne doutons pas que l'EN aura souci de vérifier le bien fondé de cette légitime inquiétude et veillera:

- à l'application à tous des textes en vigueur (particulièrement ceux de la loi d'orientation concernant les conseils et la mise en place des cycles);
- à ce que, lorsqu'une demi-journée est banalisée pour un travail institutionnel (enquête ministérielle) chacun soit à son poste.

Au nom du SGEN du Doubs, je vous demande, par ailleurs, de faire respecter le droit à l'affichage syndical (D. 82.447, art 8):

- en veillant, en temps que chef de service, à être avisée immédiatement de tout affichage par transmission d'une copie du document (ou notification de sa nature et de sa teneur) chaque fois que ce document n'émane pas d'une organisation syndicale (bulletins, affiches...) en faisant respecter la pluralité d'expression des représentants du personnel: nous ne pouvons pas admettre qu'à l'école élémentaire Ile de France une seule organisation dispose d'un panneau d'affichage et soit donc la seule à pouvoir s'exprimer.

Avec mes respectueuses salutations.

C. AUBRUN

18 mars 2002: LE DIRECTEUR OBTEMPÈRE:

*Patrice MOUTON, Directeur d'École,
Lettre ouverte à Mme Laurence STRIBY Aux collègues de l'Ecole Mme L'Inspectrice de Besançon*

Chère collègue,

Vous avez cru bon de ne pas envoyer les 2 délégués de votre classe au dernier conseil d'élèves de l'école, institution décidée par le Conseil des Maîtres.

Votre attitude me paraît en contradiction totale avec ce que l'on peut attendre d'un agent de l'état ayant décidé de travailler dans un Réseau d'Éducation Prioritaire et qui, de ce fait, me paraît totalement lié au projet d'école de notre établissement qui s'inscrit dans le contrat de réussite du dit réseau. Depuis un certain temps, vous invoquez votre liberté pédagogique pour ne pas vous soumettre à certaines décisions collectives. Par là même, vous refusez la réalité du travail en équipe pourtant mentionné dans les instructions officielles.

Vous avez affiché à l'entrée de votre classe, dans le couloir de l'école: «Liberté, Egalité, Fraternité». Belle devise républicaine qui n'a aucun sens si elle ne s'exerce pas dans la pratique.

Pour moi, la liberté pédagogique s'arrête là où elle se positionne en contradiction avec les objectifs clairement définis par les programmes, par un projet d'école. Vos élèves sont-ils libres de collaborer aux institutions de l'école? De quel droit les privez-vous de leur participation? Pourquoi leur interdire de fait cette parole qui leur permet d'exister, d'avoir un statut dans l'école?

Pour moi, l'égalité pour les adultes c'est de se sentir lié par les décisions communes. L'Égalité pour les élèves, c'est d'avoir les mêmes droits.

Pour moi, la fraternité, s'assimile à la solidarité, à la coopération, à l'entraide, autant de notions qui me semblent capitales à faire découvrir aux enfants et dont les adultes devraient être l'exemple vivant.

La direction d'une école implique à mon sens, comme je l'ai précisé dans un document qui vous a été remis en début d'année, une série de rôles: animer, coordonner, conjuguer la liberté pédagogique de chacun et la cohésion de tous pour la meilleure efficacité, au bénéfice des élèves. Ceci implique de réaliser la continuité éducative des objectifs, des programmes, des structures et de l'intervention pédagogique.

L'équipe pédagogique est, je pense, un moyen de prendre en charge tous les élèves et d'apporter à chacun d'eux une réponse éducative appropriée, ce qui suppose évidemment un projet pédagogique, c'est-à-dire un minimum d'objectifs communs à tous ses constituants. De mon point de vue, ce projet, en phase avec les programmes nationaux, élaboré collectivement par les enseignants au sein du Conseil des Maîtres, implique l'adhésion de tous les enseignants, et ce, d'autant plus que notre école est la plus importante du département. La cohésion me semble absolument nécessaire pour le bien des élèves et leur sécurité. Bien amicalement,

Le Directeur, **P. MOUTON**

21 mars 2002: L'INSPECTRICE EXÉCUTE:

à Mme STRIBY Laurence

Madame,

Je me dois de réagir à la lettre ouverte de Monsieur le Directeur de l'école Ile de France, école dans laquelle vous êtes enseignante de cycle 3, afin de vous rappeler certains devoirs des fonctionnaires.

Depuis 1989 et la loi d'orientation, chaque enseignant se doit d'en respecter les grands principes. Je vous en cite quelques phrases extraites

a - des livrets sur les cycles et sur le projet d'école:

- «La mise en place des cycles s'accompagne de la mise en place du conseil de maîtres de cycles et de la libération de temps pour travailler en équipe afin de déterminer la progression des apprentissages dans le cycle»...

- le conseil de maîtres de cycle organise «la cohérence de l'équipe pédagogique, la cohérence de la politique mise en place...»;

- le projet d'école a valeur de contrat entre l'équipe de l'école et les autorités académiques;

- il est conçu par les membres de l'équipe pédagogique sous la coordination du directeur d'école en collaboration avec toutes les personnes concernées par la vie de l'école ou de l'établissement et impliquées dans son fonctionnement;

b) des nouveaux programmes concernant la citoyenneté:

- «L'apprentissage de la communication réglée est un des meilleurs instruments du vivre ensemble». «La tenue de débats où chacun doit refréner sa parole, laisser la place à celle de l'autre et comprendre son point de vue, même quand on ne le partage pas, chercher à le convaincre en argumentant, est la première forme d'éducation à la citoyenneté».

«En fin de cycle 3, l'élève doit être capable de:

- prendre part à l'élaboration collective des règles de vie de la classe et de l'école;

- participer activement à la vie de la classe et de l'école en respectant les règles de vie;

- participer à un débat pour examiner les problèmes de vie scolaire en respectant la parole d'autrui et en collaboration à la recherche d'une solution...».

(Je pourrais, dans ce chapitre, reprendre dans sa totalité le chapitre «participer pleinement à la vie de l'école» (page 178).

Eu égard à tous ces extraits de textes officiels, je trouve que votre position n'est pas conforme à ce que

chaque enseignant se doit de respecter, afin que l'école réponde à son devoir d'instruction mais aussi d'éducation. Je vous demande donc de respecter désormais les décisions du conseil des maîtres et de permettre aux élèves de votre classe de participer au conseil d'élèves.

En dehors de l'aspect légal, je me permets d'ajouter très personnellement, que je ne comprendrais pas comment on peut expliquer la démocratie à des élèves, tout en les soustrayant au règlement de l'école, dès lors que celui-ci est conforme à la loi! D'autre part, choisir de travailler dans un réseau d'éducation prioritaire, c'est reconnaître que seule la cohérence d'un groupe, tant dans les domaines éducatifs que pédagogiques, permet à tous les élèves de progresser.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Inspectrice de l'Éducation nationale, N.PICART.

L'ANTIDOTE: JULES FERRY (2)

... J'ai dit que votre rôle en matière d'éducation morale est très limité. Vous n'avez à enseigner à proprement parler rien de nouveau, rien qui ne vous soit familier comme à tous les honnêtes gens. Et quand on vous parle de mission et d'apostolat, vous n'allez pas vous y méprendre: vous n'êtes point l'apôtre d'un nouvel évangile, le législateur n'a voulu faire de vous ni un philosophe, ni un théologien improvisé. Il ne vous demande rien qu'on ne puisse demander à tout homme de cœur et de sens. Il est impossible que vous voyiez chaque jour tous ces enfants qui se pressent autour de vous, écoutant vos leçons, observant votre conduite, l'inspirant de vos exemples, à l'âge où l'esprit s'éveille, où le cœur s'ouvre, où la mémoire s'enrichit, sans que l'idée vous vienne aussitôt de profiter de cette docilité, de cette confiance, pour leur transmettre, avec les connaissances scolaires proprement dites, les principes mêmes de la morale, j'entends simplement de cette bonne et antique morale que nous avons reçue de nos pères et que nous nous honorons tous de suivre dans les relations de la vie sans nous mettre en peine d'en discuter les bases philosophiques.

... Vous êtes l'auxiliaire et, à certains égards, le suppléant du père de famille, parlez donc à son enfant comme vous voudriez que l'on parlât au vôtre, avec force et autorité, toutes les fois qu'il s'agit d'une vérité incontestée, d'un précepte de la morale communes, avec la plus grande réserve, dès que vous risquez d'effleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas juge.

... Si parfois vous étiez embarrassé pour savoir jusqu'où il vous est permis d'aller dans votre enseignement moral, voici une règle pratique à laquelle vous pourrez vous tenir : avant de proposer à vos élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve, à votre connaissance, un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire, sinon, parlez hardiment, car ce que vous allez communiquer à l'enfant, ce n'est pas votre propre sagesse, c'est la sagesse du genre humain, c'est une de ces idées d'ordre universel que plusieurs siècles de civilisation ont fait entrer dans le patrimoine de l'humanité. Si étroit que vous semble, peut-être, un cercle d'action ainsi tracé, faites-vous un devoir d'honneur de n'en jamais sortir, restez en deçà de cette limite plutôt que de vous exposer à la franchir: vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacrée, qui est la conscience de l'enfant.

ET MAINTENANT?

Chirac 1^{er} est plébiscité héraut de la Démocratie et de la République. Nous avons certes échappé à la préférence nationale, au rétablissement de la peine de mort, à l'interdiction de l'avortement et autres joyeusetés prônées par le *Front National*, mais pour autant l'avenir sera-t-il aussi radieux que nous l'annoncent notre *Grand Timonier* et ses gardes rouges?

Démocratie ou carnaval?

Revenons un instant sur les résultats du premier tour. LE PEN arrive second mais sa progression en voix par rapport aux présidentielles de 95 est limitée: 234.469 voix, ce qui, à l'aune de la population française

(2) Extrait de la circulaire adressée par M. le Ministre de l'Instruction publique aux Instituteurs, concernant l'enseignement moral et civique, le 17 novembre 1883.

ne permet pas de parler d'une percée de l'extrême droite. En revanche, l'échec de Chirac est patent (il perd presque 700.000 voix) et l'effondrement de Jospin, avec 2.487.037 voix en moins, spectaculaire. Quant au PCF, largement supplanté par une extrême gauche de pacotille, il est tout simplement en voie de disparition.

Le taux d'abstention historique (28,40%) traduit le rejet des français envers les différents gouvernements de gauche comme de droite qui se sont succédés ces dernières années. Bien plus que dans le vote Le Pen, comme on a pu le lire ou l'entendre si souvent, c'est dans l'abstention que s'est réfugiée la classe ouvrière. Comment pourrait-il en être autrement alors que les grandes gueules de la gauche caviar sont plus promptes à défendre le PDG de Canal+ que les ouvriers de Moulinex? Peut-on encore voter pour ceux qui ont rétabli le travail de nuit des femmes et le travail des enfants dès l'âge de quatorze ans?

Certains naïfs, il en reste, imaginaient peut être que les larmes médiatiques de Martine Aubry ou de Ségolène Royal traduisaient autre chose que la rage d'abandonner pour un temps le confort des palais gouvernementaux. Les mêmes candides ne doutaient pas que le choc serait salutaire et que la gauche dite de gouvernement saurait, à l'instar de son modèle: l'Église catholique apostolique et romaine, faire œuvre de repentance. Il n'en frit rien. Tout au contraire, l'ensemble des petits marquis de la gauche plurielle se rallia au blanc panache de Chirac 1^{er} et manifesta en tête des cortèges juvéniles et festifs contre le péril fasciste.

Ces grands résistants n'avaient pas de mots assez durs pour vilipender les abstentionnistes ou les électeurs qui avaient voté Chevènement ou «*extrême gauche*», le peuple est déclaré coupable en lieu et place des politicards qui ont semé la misère, terreau de l'extrême droite. Il ne reste plus qu'à décréter le vote obligatoire et la candidature unique...

Enfin, cette mascarade fut parfois amusante. Le spectacle de la LCR appelant à voter Chirac 1^{er} le matin et à manifester contre son élection le soir même était des plus piquants!

Un gouvernement de combat

Après la grande parade, on passe aux choses sérieuses avec la composition du gouvernement. Chacun son rôle, chacun sa partition!

Raffarin, 1^{er} Ministre, aura pour tâche d'intégrer les organisations syndicales, baptisées pour l'occasion partenaires sociaux, qu'il affirme vouloir rencontrer «*très, très prochainement*». Il paraît être sur la bonne voie puisque déjà Marc Blondel fait acte d'allégeance et se répand en louanges dans la presse.

Le sinistre Sarkozy à la tête d'un super ministère de la sécurité va pouvoir mettre en œuvre une politique répressive dont on devine qu'elle lui procure de délicieux plaisirs inavouables. Les jeunes de banlieues qui dansaient place de la République le soir de l'élection risquent maintenant de chanter et de déchanter.

Le mielleux François Fillon qui, entre les deux tours de l'élection présidentielle, expliquait dans «*Le Monde*» que le contexte politique allait permettre d'établir un consensus autour de deux thèmes: la réforme des retraites et celle de l'État se retrouve aux affaires sociales. Il faut donc s'attendre rapidement à voir les fonctionnaires cotiser quarante annuités et les fonds de pension définitivement supplanter la retraite par répartition.

Avec Francis Mer, le MEDEF entre, officiellement, au gouvernement. C'est lui, en effet, qui, au sein de l'organisation patronale, avait en charge le dossier de «*la formation professionnelle tout au long de la vie*». Nous pouvons donc lui faire confiance pour détruire les conventions collectives et privatiser ce qui reste des entreprises du service public. Rappelons que ce grand patron qui se revendique du catholicisme social n'a pas hésité à sacrifier 22.000 emplois lors de la fusion entre Usinor et Sacilor. Les voix du seigneur sont impénétrables.

Concluons cette galerie de portraits par le Ministre de l'Éducation Nationale. Il s'agit du «*philosophe médiatique*» Luc Ferry. Ce dernier est loin d'être un inconnu puisqu'il est depuis 1994 président du *Conseil national des programmes*. C'est donc à lui que nous devons la transformation des cours de philosophie au lycée en discussions de café du commerce et les programmes «*allégés*» à l'école primaire. Avec un tel Diafoirus le triomphe de l'obscurantisme est donc assuré.

Mais que fait la gauche?

Pendant ce temps, le P.S. assure son hégémonie sur la gauche plurielle. Le P.C. s'efforce de négocier sa

survie bien compromise, Chevènement rentre au bercail, les Verts négocient en vue des législatives et la LCR éconduite par Ariette prend langue avec P.S. hier honni. L'avenir serait-il à une grande organisation de gôche au programme libéral et au discours radical?

Quoi qu'il en soit, ce qui reste du mouvement ouvrier authentique sait qu'il ne faut rien attendre de ces magouilles politiciennes. La priorité pour les anarchistes, les trotskistes, les vrais réformistes, c'est de défendre l'indépendance syndicale afin de résister et de préparer la grève générale.

Christophe BITAUD.

EN VRAC...

Les arroseurs arrosés

Certes, l'Histoire ne repasse jamais les plats... mais il lui arrive parfois de bégayer. S'il n'est pas question de pleurer sur les «malheurs» de Lionel Jospin, ce faux-cul, ce capitulard, ce traître, nous n'oublions pas que c'est François Mitterrand qui a fait monter la mayonnaise Le Pen pour coincer la droite bien pensante et l'obliger éventuellement à choisir entre Lui, le gentil érudit au beau chapeau, et l'infâme kapo. Peu de journalistes osent le signaler, vu la frilosité congénitale de la profession, c'est pourquoi je lève ma casquette devant celui de France Inter qui s'est permis de le rappeler devant son micro, il y a quelques semaines. En effet, certains adorements de l'ex-pétainiste de Latché sont prêts à massacrer quiconque ose leur dire leur fait sur ce point et leur mettre le nez dans leur chiotard. Dans ce domaine Michel Charasse est plutôt virulent. Que va-t-il donc inventer contre Didier Schuller qui révèle une confidence faite par François de Grossouvre un soir de beuverie?

«Un soir encore à Beyrouth, chez l'ambassadeur de France. Il s'agit d'un dîner officiel, copieusement arrosé. Le diplomate reçoit notre délégation. François de Grossouvre est présent. L'alcool aidant, le conseiller de l'Élysée devient bavard. Il est ici pour conclure un accord avec les milices chrétiennes. Elles veulent acheter du matériel militaire français déclassé. Je l'entends dire, parlant du Front National qui aura des candidats à l'élection européenne de 1983 (où il dépassera pour la première fois les 10%): pendant vingt trois ans, la droite nous a empêchés de revenir au pouvoir en se servant de notre alliance avec le P.C. Elle voulait effrayer l'électorat modéré. Vous devrez bientôt expliquer à vos électeurs qu'au second tour, vous récolterez les voix d'un parti d'extrême droite. Nous donnons un coup de main sérieux à Le Pen» (3).

Bien sûr, ce n'étaient que propos d'ivrogne. Toutefois, le futur administrateur des chasses royales n'était pas le premier ivrogne venu. Et les arroseurs arrosés sont aujourd'hui contraints d'offrir un boulevard-plébiscite à Chirac, le Jean-Marie leur revenant en pleine poire comme un boomerang. Un plébiscite pour Chirac, mais aussi pour l'Europe totalitaire du fric et des curés!

De ce cafouillage tout de même tristounet (on a tellement de bons copains qui se sont laissés manipuler par les socio-capitalisto-cléricaux du PS) réussit à émerger le cynisme verdâtre et puant de Nick Mamère, condamné à nouveau en appel pour diffamation, et qui ne craint pas d'appeler à voter «*plutôt pour l'escroc que pour le facho*». En matière d'escroc, il est en effet un expert, l'écologisme (habilement dénommé «*écologie politique*») étant une des plus belle escroquerie intellectuelle du siècle dernier. A part cet écho graveleux, le bouquin de Schuller n'est que le plaidoyer «*pro domo*» auquel il fallait s'attendre.

Un raminagrobis de pacotille

Quant au nouveau «*Vieux Chef*», les mêmes lui ont confectionné un costard de nouvel Hitler pour rameuter le bon populo «*abusé*» par cet anti-mastrichien. Bien sûr quand il affirme pompeusement: «*Socialement, je suis de gauche, économiquement, je suis de droite et nationalement je suis de France*», c'est pour faire entendre aux initiés le message: «*je suis national-socialiste*». N'importe quel militant ouvrier instruit et avisé l'aura compris.

Reste que la France de 2002 n'est pas l'Allemagne de 1932 où les trusts de la sidérurgie, entre autres, ont financé le NSDAP (4) par crainte de l'extension à l'Allemagne de la révolution bolchevique. Aujourd'hui,

(3) Didier Schuller, *Je reviens*, Flammarion, Paris, 2002, 280pp.18 euros, p.55-56.

(4) En Français: Parti National-Socialiste Allemand des Travailleurs.

en France, le grand capital transnational n'a pas besoin de Le Pen pour imposer ses volontés aux salariés, Chirac (ou Bayrou, Madelin, Sarkozy, etc...) et Jospin (donc son successeur), le P.S. et sa mouvance lui suffisent... ainsi que leurs analogues en Europe. Quant à la révolution bolchevique, elle a fait flop il y a bien longtemps. En outre, des commandos paramilitaires ne font pas la loi dans les rues, comme ce fut le cas de l'Allemagne pré nazie.

Enfin comparé à Hitler et à sa démente, malgré sa grande gueule et son excellent usage de la langue française, Jean-Marie Le Pen n'est qu'une toute petite merde réactionnaire (5), comme tous les écolos dont il fait partie (6), un ancien méprisable tourneur de gégène (pour faciliter la conversation avec les «*bougnoules*»), une raclure d'officier para colonialiste, un raminagrobis de pacotille, un condensé de chambre à gaz, un godemiché sidaïque, un vermisseau minuscule et ridicule à l'intérieur du trou-du-cul du monde. Dans un duel d'injures contre lui, je ne suis pas sûr d'arriver second.

N'ayant pas les moyens de son baratin, il a joué à faire semblant de nous faire peur pendant deux semaines, avant de rentrer dans sa niche dorée. D'où il va continuer à faire le faraud pour montrer sa capacité de nuisance en s'efforçant de pourrir les législatives pour le clan Chirac, ne serait-ce que pour démontrer, une fois de plus, que le PS a besoin de lui pour survivre, et nous relancer pour un tour dans une nouvelle cohabitation. Ce dont nous n'avons rien à foutre, ou plutôt que nous adorons parce que ça va finir par boussiller les structures bonapartistes de la V^{ème} République gaullienne.

Toutefois, les révérends pères jésuites du *Monde* ont fait fort en titrant en page 2 le lendemain du second tour: «*Jacques Chirac est réélu à l'Élysée grâce à la gauche mobilisée*». Alors qu'il suffit de ne pas être nul en arithmétique pour observer que si tous les votants prétendus de gauche s'étaient abstenus, Chirac aurait quand même été réélu sans problème. Faut-il qu'au *Monde* on méprise les citoyens lecteurs!!! Encore plus qu'au «*Canard Enchaîné*» à qui Le Pen a fait perdre le sens de l'humour. Dommage que les fantômes n'existent pas, ceux des fondateurs auraient des raisons de venir troubler les nuits des actuels responsables.

Remerciements: Les lecteurs de *l'Anarcho-Syndicaliste* sont géniaux. Moins d'une semaine après la sortie du numéro précédent, j'étais en rapport avec un bouquiniste qui vendait le bouquin de Pierre Dunoyer de Segonzac que je recherchais. Encore merci à ce copain

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

(5) Les derniers événements ont confirmé que Plantu, un des révérends pères du «*Monde*», est lui aussi une petite merde réactionnaire.

(6) Voir à ce sujet «*problèmes énergétiques et solutions écologiques*» par la «*commission scientifique*» (sic) du FN, brochure datée d'août-septembre 1979. JMLP en a écrit la préface où il condamne la production d'électricité par des réacteurs nucléaires. Les réactionnaires se retrouvent toujours sur l'essentiel: Nick Mamère, Dominique Voynet, Corinne Lepage, Antoine Wechter, Alain Lipietz, les Cohn-Bendit brothers, etc... et Jean-Marie Le Pen, même combat! Tous les fascistes ne sont pas au *Front National*.